



INSTITUT D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

UQÀM

WWW.IEIM.UQAM.CA

La crise de la COVID-19 et la transition du leadership mondial : une aubaine pour la Chine ?

Regards de l'IEIM | Avril 2020

Les signes avant-coureurs d'un bouleversement imminent de l'ordre international étaient déjà perceptibles avant la propagation du coronavirus (SARS-CoV-2). Désormais, il apparaît assez clairement que la Chine souhaite exploiter cette crise pour changer le système multilatéral à son avantage. À certains égards, cette pandémie représente un *momentum* dans l'histoire récente de la politique mondiale, à la confluence de deux trajectoires contraires : une ascension, celle de la puissance chinoise, et un déclin, celui du leadership américain dans la gestion des principaux dossiers internationaux. La remise en question de l'hégémonie américaine face à l'émergence de la Chine comme puissance globale, combinée à un déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie, a évidemment entraîné une multitude de travaux sur ce nouvel ordre international¹.

La République populaire de Chine (RPC) représente une puissance stratégique capable de modifier les équilibres globaux et régionaux, que ce soit en mer de Chine, dans le Pacifique, en Afrique (établissement d'une base à Djibouti) ou par sa présence en Méditerranée (rachat du port du Pirée à la Grèce). La Chine ne conteste pourtant pas le multilatéralisme puisque Xi Jinping a souvent rappelé la nécessité d'un [environnement international paisible](#) et l'importance pour la Chine du libre-échange et notamment de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En réalité, nous assistons davantage à une tentative de transformation de ces institutions par la Chine, en neutralisant par exemple le Comité des droits de la personne des Nations Unies.

La crise sanitaire mondiale ouvre une fenêtre d'opportunité pour Pékin afin de faire valoir les bénéfiques politiques de son modèle autoritaire et surtout mettre en évidence les carences d'un système dans son ensemble, celui du multilatéralisme hérité de 1945 et sa machinerie institutionnelle aujourd'hui grippée. Cet article vise d'abord à examiner les répercussions potentielles de la pandémie du coronavirus sur la gouvernance globale. Il s'agit ensuite d'analyser les principaux enjeux que soulève la stratégie d'affirmation de la Chine dans un ordre international en mutation.

¹ Arès, M. et E. Boulanger, *Christophe Colomb découvre enfin l'Asie. Intégration économique, chaînes de valeur et recomposition transpacifique*, Outremont, Québec, Athéna Éditions, 2016; Breslin, S., « China and the global order: signaling threat or friendship? », *International Affairs*, 89, (3), 2013, pp. 615-634; French, H., *Everything Under the Heavens: How the Past Helps Shape China's Push for Global Power*, Knopf, New York, 2017; Horsburgh, N., *China and Global Nuclear Order. From Estrangement to Active Engagement*, Oxford, Oxford University Press, 2015; Phillips, A. et J. C. Sharman, *International Order in Diversity: War, Trade and Rule in the Indian Ocean*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015; Wang, G. et Y. Zheng, *China and the new international order*, London, Routledge, 2008.

Principal effet systémique de cette pandémie, le chambardement de l'orthodoxie économique mondiale

En l'espace de quelques semaines, le coronavirus a chamboulé l'orthodoxie économique mondiale, indissociable du Consensus de Washington². D'inspiration libérale, encouragées par le Département du Trésor américain, ces propositions impliquaient une stricte discipline budgétaire, une réduction des dépenses publiques, des réformes fiscales et une déréglementation des marchés financiers. Néanmoins, ces programmes d'ajustement structurel – recommandés, entre autres, par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) – ont été vivement critiqués car ils n'ont pas rencontré les résultats escomptés à la suite des différentes crises économiques, en Amérique latine dans les années 1980 et en Asie en 1997. Les nombreuses objections exprimées à l'égard du modèle américain – incarné donc par le Consensus de Washington – ont constitué un appel à des solutions alternatives.

« Si demain la Chine exerce le leadership de la gouvernance économique mondiale, elle sera le premier État, non occidental, non anglophone et non démocratique à occuper cette position depuis plusieurs siècles ».

Avec l'expansion économique et commerciale de l'Asie, la Chine a su capitaliser sur sa centralité géographique pour la traduire en centralité économique. La RPC est ainsi parvenue à s'imposer comme un maillon essentiel des chaînes de valeur mondiales. Après 40 ans de croissance rapide, la Chine s'est hissée parmi les grandes puissances économiques; elle représente aujourd'hui 20% du PIB mondial et un quart des échanges mondiaux de conteneurs. De par sa trajectoire politique mais surtout économique tout à fait exceptionnelle, la République Populaire de Chine a façonné un « modèle chinois », dit du Consensus de Pékin (dont la définition reste relativement floue). Si l'expérience chinoise du développement reflète des contradictions qui lui sont uniques (une croissance sans privatisations³, une efficacité combinée du marché et de la bureaucratie, et la coexistence d'intérêts pluralistes gérés par un État autoritaire), force est de constater que la récession mondiale de 2007 a remis en question l'efficacité du laisser-faire capitaliste en l'opposant à la résistance économique de la Chine.

La crise de la COVID-19 met en lumière l'effritement de la domination du discours néolibéral en matière de développement et renforce ainsi l'antagonisme entre deux modèles, qui soutient la rhétorique d'une « nouvelle guerre froide » entre la Chine et les États-Unis. Bien que le schéma cognitif de la guerre froide consistant à opposer des blocs semble anachronique dans un contexte de mondialisation et d'interconnexion, il n'empêche que [le bras-de-fer commercial et les rivalités géoéconomiques en cours entre les deux puissances inquiètent](#). La confrontation entre les deux principales économies du monde s'apparente à un jeu à somme nulle. D'un côté, l'administration

² Le terme de Consensus de Washington a été inventé en 1989 par un économiste américain, John Williamson. L'expression renvoie à dix prescriptions économiques recommandées par les institutions de Bretton Woods aux pays en émergence, notamment en Amérique latine, ayant fait appel à elles dans les années 1980-1990.

³ En fait, l'ancien premier ministre Zhu Rongli avait utilisé en 1999-2000 l'imminence de l'accession de la Chine à l'OMC pour fermer plusieurs entreprises d'État et en privatiser d'autres. Bien sûr, Xi Jinping privilégie maintenant les compagnies nationales publiques, détenues majoritairement par l'État.

Trump s'est rendu compte du déficit commercial abyssal des États-Unis envers la Chine. De l'autre, le régime chinois puise en partie sa légitimité dans la croissance économique. Suite au virage effectué par le président Xi, la croissance chinoise est principalement basée sur la consommation intérieure, les services et l'urbanisation. La récession mondiale en cours va évidemment affecter la reprise en Chine car la demande pour ses produits va fortement diminuer. Par exemple, les mois de janvier et février ont été marqués par une forte baisse des dépenses discrétionnaires (restauration, voyages, etc.) chez les ménages chinois (pertes de 180 milliards de dollars), et [les ventes d'automobiles ont chuté de 92%](#) au cours des deux premières semaines de février. Selon [l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#), un fléchissement marqué de l'activité en Chine devrait abaisser la croissance en deçà de 5 % en 2020 (contre 6,1% en 2019).

Trouvant son origine dans l'apparition du premier cas officiel de coronavirus le 8 décembre dernier, cette crise sanitaire mondiale a parachevé une *Annus Horribilis* pour Xi Jinping. Alors que la RPC célébrait en 2019 son 70^{ème} anniversaire, l'année a été marquée par une série d'événements qui ont fragilisé l'unité de la Chine, particulièrement dans ses marges (manifestations à Hong Kong, tensions ethniques au Xinjiang, frictions politiques avec Taiwan). Si ces épisodes crisogènes ont souligné les dérives autoritaires du pouvoir communiste, la gestion de crise mise en place à Pékin face à la propagation de la COVID-19 a également mis en lumière l'opacité du processus de prise de décision, inhérent au modèle chinois.

Le « modèle chinois » de gouvernance autoritaire à l'épreuve du multilatéralisme

Depuis le début du 21^{ème} siècle, l'apparition de grandes puissances autoritaires a fragilisé la stabilité de l'ordre international libéral et démocratique, favorisant ainsi un regain d'intérêt pour la diffusion de modèles alternatifs de développement politique et économique. [Dans son plus récent rapport](#), le V-Dem Institute note d'ailleurs que le nombre de démocraties dans le monde est en net recul. Les régimes démocratiques sont désormais moins nombreux que les « autocraties », 92 États représentant 54% de la population mondiale. Néanmoins, [la crise du coronavirus va affecter le standing de certains « hommes forts »](#), dont Poutine en Russie, Bolsonaro au Brésil, sans oublier Trump aux États-Unis. Les [récentes louanges du président serbe adressées à l'aide internationale chinoise](#) confirme l'accointance naturelle entre dirigeants partisans d'un leadership politique « musclé ».

L'importance accrue de la Chine dans la gouvernance globale s'est traduite par la nomination, cette dernière décennie, de diplomates chinois à la tête de quatre des vingt organisations affiliées au système onusien : l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et l'Union internationale des télécommunications (UIT). Néanmoins, le « modèle chinois » de gouvernance autoritaire soulève de nombreuses préoccupations sur la pérennité de la mondialisation actuelle, structurée selon des normes occidentalo-centrées. Par exemple, depuis l'entrée de la RPC dans l'Organisation mondiale du commerce en décembre 2001, la question du respect par la Chine des règles internationales en matière de commerce constitue un point d'achoppement récurrent dans les cercles de décision⁴. À ce propos, [l'aveu du](#)

⁴ Les pays occidentaux doivent assumer leur part de responsabilité car ils n'ont pas talonné la Chine pour qu'elle respecte ses engagements.

[représentant des États-Unis à l'OMC](#), Robert Lighthizer, est assez effarant : « Il est désormais clair que les règles de l'OMC ne suffisent pas à limiter le comportement de distorsion du marché chinois ».

Suite aux implications de la gestion de la crise sanitaire en Chine, et l'émoi provoqué par [la mort du médecin Li Wenliang](#), qui avait le premier signalé les risques d'infection, Xi Jinping a pris conscience de la colère et de l'inquiétude de l'opinion publique. Toutefois, le président a depuis repris la main et le limogeage des responsables politiques importants de la province du Hubei (Jiang Chaoliang), et de la ville de Wuhan (Ma Guoqiang), lui a permis de ne pas directement s'exposer aux critiques. Cela fait plusieurs semaines que la stratégie chinoise a opéré un virage puisque cette crise sanitaire, par définition globale, contribue à la construction de l'image et de l'influence d'un pays à l'échelle mondiale. Un tel événement permet à un État d'exister dans le concert des nations et d'obtenir le capital politique suffisant auprès de l'opinion internationale et des élites mondialisées.

« Deuxième contributeur du budget régulier de l'ONU, la Chine déploie – avec plus ou moins de réussite – une stratégie d'aide humanitaire pour gagner en crédibilité mais surtout en prestige à l'échelle internationale ».

La Chine souhaite ainsi effacer le « péché originel » – la crise étant partie de Wuhan – en déployant une « [offensive de charme](#) » à l'étranger (envois de masques, de kits de dépistage, etc.), particulièrement en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe. En participant à ces dynamiques de solidarité internationale, la

stratégie que poursuit la RPC, pour redorer son image et asseoir son statut de « puissance responsable », n'est pourtant pas sans risques. En effet, cette « [diplomatie du masque](#) » accumule quelques ratés. En Espagne, des kits de dépistage censés être fiables à 80 %, envoyés par la société chinoise Bioeasy, [n'auraient finalement détecté que 30 % des malades](#). De plus, face aux commandes de millions de masques auxquelles doit répondre la Chine, il semblerait que [les autorités chinoises fassent preuve de clientélisme](#), quitte même à détourner des livraisons vers d'autres acheteurs plus offrants, comme les États-Unis.

Alors qu'en amont de la crise, certains observateurs soulignaient la qualité de la coopération entre la Chine et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)⁵, de nombreuses voix s'élèvent à présent pour dénoncer la falsification des statistiques chinoises et notamment du nombre de décès, dont le bilan officiel dans le Hubei s'élève à plus de 3 000 personnes. Ces doutes légitimes représentent une menace directe à la posture de la Chine qui cherche à démontrer, à travers sa politique étrangère proactive, un gage de crédibilité. Or, l'apparition de 3 nouveaux cas de coronavirus, découverts le dimanche 29 mars, fait craindre l'arrivée de la « seconde vague » de contaminations. Bien que les mesures ont été allégées ailleurs dans le pays, les habitants du district de Jia, dans la province du Henan (centre de la Chine), [ont été placés en confinement le mardi 31 mars 2020](#).

La diffusion instantanée des flux d'informations en période de crise internationale expose davantage les États médiatiquement. De ce point de vue, l'image de la Chine à l'étranger représente pour Pékin un enjeu géopolitique crucial. Si en Occident, les conditions de la reprise

⁵ Rappelons que la contribution annuelle de la Chine à l'organisation est de 44 millions de dollars, tandis que celle des États-Unis s'élève à 400 millions (\$).

en main de la crise par la RPC, la rétention d'information et les derniers faux-pas logistiques alimentent scepticisme voire défiance, dans les sociétés en développement à l'inverse, qui craignent d'être à leur tour dépassées par la COVID-19, on regarde l'exemple chinois avec respect. Est-ce que demain, le modèle chinois peut être une source d'inspiration pour le Sud Global?

La Chine dans la nouvelle ère, héraut du Sud global ?

Rompant avec les lignes directrices de la diplomatie chinoise établies depuis Deng Xiaoping, soit « Garder la tête froide et conserver un profil bas, ne jamais prétendre dominer », Xi Jinping affirme désormais qu'il est temps pour la Chine de « [développer une diplomatie de grand pays](#) », et de « bâtir une communauté de destin pour les pays de la région, ensuite pour toute l'Asie », puis pour l'humanité. Cette posture diplomatique, nettement plus proactive et inclusive, intègre depuis 2013 le [programme des nouvelles routes de la soie](#) comme levier, certes géoéconomique, mais aussi géopolitique afin de remodeler les relations entre la Chine et son voisinage, mais aussi en Asie et avec le reste du monde. La présence chinoise en Afrique, motivée par l'accès aux ressources du continent et les besoins immenses dans le domaine des infrastructures, interroge sur la reproductibilité du modèle de développement de la Chine mais surtout met en exergue les dangers du « [piège de la dette](#) » dans lequel les États contractent une dette qu'ils ne peuvent pas rembourser.

Même si la Chine est à bien à des égards un pays développé, celle-ci souhaite qu'on la perçoive comme faisant partie du Sud et c'est l'une des raisons pour laquelle les dirigeants communistes investissent dans des arènes multilatérales ad hoc qui assurent une meilleure représentativité aux puissances émergentes telles que le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud (BRICS). Ainsi, lors du 11^{ème} sommet des BRICS qui s'est tenu à Brasilia le 14 novembre 2019, le président Xi Jinping a [encouragé les pays émergents à s'engager davantage dans une configuration renouvelée du multilatéralisme](#) à l'aube du 21^{ème} siècle. Dans son discours, Xi a en effet souligné que l'évolution de la conjoncture internationale, caractérisée notamment par une révolution technologique et une transformation industrielle dans les pays en voie de développement, doit être interprétée comme une opportunité de réformer le système de gouvernance économique mondiale.

On ne saurait assez le répéter : la pandémie du coronavirus intervient à un moment charnière des relations internationales contemporaines. La puissance américaine s'essouffle, symptôme de la « fatigue de l'Empire » – déjà visible sous Barack Obama, surnommé le « [guerrier réticent](#) » – et qui s'accroît davantage avec Donald Trump, un [jacksonien](#) qui défend un nationalisme égoïste opposé au multilatéralisme et au moralisme traditionnel de Washington. Alors que les États-Unis président cette année le G7, des mesures coordonnées de ce forum ou du G20 se font attendre. En cette période de crise et de vacance du leadership mondial, il est indispensable que les grandes puissances d'Europe et d'Amérique du Nord ne fassent pas preuve d'un attentisme béat face à l'attitude de la Chine, qui avance ses pions sur l'échiquier international. La fenêtre d'opportunité dans laquelle s'engouffre Pékin ouvre la perspective d'un rééquilibrage des rapports de force mondiaux. Espérons que celui-ci ne soit pas synonyme de relégation de l'Occident.

Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Bureau A-1540, Pavillon Hubert-Aquin
Montréal (Québec) H2L 3C5
514 987-3667
ieim@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca

UQÀM



**Institut d'études
internationales
de Montréal**

15 ans

Auteurs

Gauthier Mouton

Guy Saint-Jacques